

Pouvoir d'emprunt

Quelques-uns de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre ont voulu, à juste titre, démontrer aux Canadiens et aux autres parlementaires ce que signifient 19 milliards de dollars. Le député de Prince Edward-Hastings (M. Ellis) vient de s'y essayer lui-même. Pour ma part, j'avoue qu'une somme d'une telle ampleur me dépasse. Nous en sommes arrivés au point où notre dette dépasse les bornes de ce que nous pouvons imaginer. C'est devenu insensé. Le gouvernement demande un pouvoir d'emprunt de 19 milliards vraiment excessif, et il se refuse à nous dire ce qu'il entend faire de cet argent, ce qui est parfaitement inacceptable.

● (1710)

Cette situation pose un problème fondamental dont nous, députés, sommes victimes et qui touche la population canadienne. Les Canadiens ont perdu toute confiance dans notre régime parlementaire. La semaine dernière, beaucoup d'électeurs de ma circonscription que je suis allé rencontrer chez eux ont fait l'observation suivante. Je suis persuadé d'ailleurs que si d'autres députés en faisaient autant, ils entendraient la même remarque. Ces électeurs m'ont demandé ce que les imbéciles que nous sommes faisaient à la Chambre des communes. C'est une question très sérieuse. Sa formulation même montre à quel point les gens ont perdu toute confiance dans leur Parlement. Il est important que ce projet de loi d'emprunt soit renvoyé en comité et rendu public, afin que les Canadiens sachent à quoi serviront ces 19 milliards de dollars.

Il faut introduire une certaine logique dans le débat. Dans le cas contraire, le débat étant télévisé, il n'est pas surprenant que les Canadiens se demandent ce que nous faisons. Nous avons proposé cet amendement, car je pense qu'il est juste et raisonnable que les Canadiens et les députés sachent ce qui se passe. Le Canada est en train de se faire prendre au piège des dettes comme on dit sur la scène internationale. Une fois pris au piège, le pays ne peut s'en extirper: il s'effondre.

M. Thacker: C'est du socialisme. Voilà ce que c'est.

M. Ogle: Et cela se produit très rapidement. Certains pays qui, il y a cinq ou six ans, avaient ou du moins semblaient avoir des économies fortes se sont écroulés ou sont sur le point de le faire à cause de la conjoncture internationale. Les pays tombant dans cette catégorie voient leur dette grossir continuellement. En définitive, ces dettes régissent leur vie, leur économie et leur histoire.

Je répète qu'il faut montrer que la Chambre est digne de confiance. Le gouvernement doit faire preuve de sérieux. La Chambre doit montrer qu'elle n'est pas en train d'acculer le Canada à la faillite.

M. Thacker: C'est déjà trop tard.

M. Ogle: Depuis plusieurs mois, nous assistons au Canada à des initiatives visant à établir ce climat de confiance dont je parle. Le comité d'action sociale de la Conférence canadienne des évêques catholiques a fait une déclaration au début de janvier qui, selon moi, a suscité dans les médias et au Canada en général plus de discussions sur notre économie que toute

autre déclaration jamais publiée par l'Église catholique ou toute autre Église canadienne. Cette déclaration abordait le même thème que je traite à l'heure actuelle. Il s'agit d'une réflexion morale sur ce qui se passe. Quelles sont les répercussions sur le plan moral d'une telle orientation? C'est une question que les dirigeants de l'Église sont en droit de se poser. J'estime que c'est une question valable que les hommes d'Église doivent poser aux législateurs du pays. La déclaration publique des évêques commençait par deux principes qui, autant que je sache, n'ont pas encore été acceptés par beaucoup de députés. Tout d'abord, l'Église estimait que son attitude morale, en matière d'économie, devait être de s'assurer que les responsables aient une option préférentielle pour les pauvres. Deuxièmement, les travailleurs devraient avoir la priorité sur le profit et le capital. Ce sont-là deux déclarations et principes importants qui modifieront le jugement porté sur tout ce qui se fait à la Chambre en matière économique.

Naturellement, je n'élaborerai pas sur cette déclaration des évêques maintenant. Je pense, néanmoins, qu'il importe de se rendre compte que ce que je dis de la crédibilité de notre action a été porté à l'attention des hommes d'Église. Ils posent des questions morales importantes sur ce qui se passe.

J'en suis venu à la conclusion que ce projet de loi d'emprunt de 19 milliards de dollars, montant que je ne peux absolument pas visualiser, pas plus, je suppose, que beaucoup de membres de cette assemblée, est immoral. Il est foncièrement immoral de nous demander d'accorder ce pouvoir d'emprunt sans nous dire pour quelle raison. Nous devons rendre le gouvernement responsable de cette immoralité. Le gouvernement doit être honnête et nous dire ce qu'il va faire ou pourquoi il choisit de ne rien dire.

Il est important pour moi de savoir à quoi sont destinés ces 19 milliards de dollars. Je suis le critique du développement international. Je voudrais savoir si, de cette dette prévue de 19 milliards de dollars, une partie ira à l'aide internationale. Quelle aide internationale? Va-t-elle être réduite? Va-t-elle être diminuée, même si le pouvoir d'emprunt est augmenté, ou va-t-elle suivre la direction proposée par le groupe de travail Nord-Sud, constitué par la Chambre des communes, qui proposait que notre aide atteigne 0.7 p. 100 du produit national brut? Nous n'en savons rien. C'est le genre de chose que, en tant que députés, nous devrions connaître. J'estime que tout détenteur de portefeuille ou tout critique devrait savoir ce qui va se passer dans son domaine d'intérêt. Tant que nous ne le savons pas, comment pouvons-nous porter un jugement moral et voter un pouvoir d'emprunt aussi énorme? Je prétends que nous ne le pouvons pas.

Face au doute qui persiste dans l'esprit de tous les Canadiens au sujet de la valeur des délibérations qui se déroulent à la Chambre actuellement, je voudrais demander au gouvernement non seulement d'être honnête, ce que j'estime impératif, mais aussi de paraître honnête. Je demande au gouvernement d'être honnête et en même temps de paraître honnête.